

UNIVERSITÉ DE NICE - SOPHIA ANTIPOLIS
FACULTÉ DE DROIT, SCIENCES POLITIQUES,
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION

CEMAFI

UNIVERSITÉ DE SFAX
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET
DE GESTION

URMESA / URED

GOVERNANCE, QUALITÉ DES INSTITUTIONS ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Ouidade CHATTI* , Nouri CHTOUROU** & Abdelkarim YAHYAOUI***
Avril 2007
(Version Préliminaire)

Résumé :

Ce papier examine le lien entre la qualité des institutions et la croissance économique. La première partie sera consacrée à la définition du concept de gouvernance et à ses mesures. La deuxième partie fera l'objet d'une revue de la littérature sur la relation entre gouvernance et croissance. Enfin, dans la dernière partie, on va effectuer une investigation empirique en utilisant un modèle de croissance endogène, traitant de la relation entre gouvernance et croissance dans 96 pays. Les résultats d'estimation avec l'analyse en coupe transversale prouvent qu'il y a une relation fortement significative entre les variables institutionnelles utilisées dans notre travail et le revenu par tête.

Mots clés : Gouvernance, Qualité des Institutions, Croissance Economique, Coupe Transversale.

Classification JEL : O43, C21.

*Ce travail de recherche est un document provisoire soumis à la discussion.
Ne pas diffuser ni citer sans l'autorisation des auteurs.*

*Moniteur-Allocataire à la Faculté de Droit, Sciences Politiques, Economiques et de Gestion de Nice, doctorante au CEMAFI et à l'URMESA (ouidade_chatti@yahoo.fr)

**Maître de Conférences à la Faculté de Sciences Economiques et de Gestion de Sfax (nouri.chtourou@fsegs.rnu.tn)

*** Assistant à la F.S.E.G de Sfax, Doctorant à l'URMESA et à l'URED, (abdelkarim.yahyaoui@fsegs.rnu.tn)

Introduction

Depuis le début des années 1990, la notion de gouvernance a gagné en importance. Elle fait actuellement partie du vocabulaire usuel des institutions financières et de développement internationales (BM, FMI, PNUD). Elle s'appuie essentiellement sur l'introduction de nouvelles réformes non plus économiques et financières mais institutionnelles, visant essentiellement la réforme de l'Etat. Parallèlement, on assiste à un regain d'intérêt pour la notion d'institutions et plus précisément pour la question de la capacité des institutions à favoriser la croissance. Ces deux notions, gouvernance et institutions, ne sont devenues véritablement opératoires et n'ont été effectivement introduites dans l'analyse du fonctionnement des pays en développement que récemment, à la suite des premières évaluations des programmes d'ajustement structurel (PAS). Depuis, elles sont devenues des concepts dominants dans la gestion des affaires publiques. Ainsi, le rôle de la gouvernance et de la qualité institutionnelle dans la détermination des performances économiques à long terme est un sujet qui préoccupe depuis quelques années les économistes du développement et de la croissance économique.

Sur le plan théorique, un très grand accord s'est déjà construit pour reconnaître les bienfaits d'une bonne gouvernance sur les pays en développement et du fait que ce sont de bonnes institutions publiques qui permettent une bonne gouvernance. La question de la gouvernance rejoint alors celle des institutions et l'analyse de cette première passe nécessairement par l'étude de la question de la capacité des institutions à favoriser la croissance.

Après une décennie d'efforts pour comprendre le rôle de la gouvernance dans le développement, plusieurs questions de base persistent. En quoi consiste vraiment la notion de gouvernance ? Comment la mesurer ? Quel est le rapport entre la gouvernance et la croissance ?

Notre objectif principal dans ce travail est alors d'essayer de contribuer à une connaissance plus précise de cette notion de gouvernance et des mesures pour l'évaluer ainsi que des liens existants entre la gouvernance et la croissance économique tant sur le plan théorique que sur le plan empirique.

Notre article s'organise de la manière suivante. Une première section sera consacrée à la définition du concept de gouvernance et à ses mesures. Une deuxième section fera l'objet d'une revue de la littérature sur la relation entre gouvernance et croissance. Enfin la dernière section fera l'objet d'une investigation empirique utilisant un modèle de croissance endogène traitant de la relation entre gouvernance et croissance dans 96 pays.

La gouvernance: concepts et mesures

Le terme de gouvernance apparaît dans la langue française au début du 13^{ème} siècle comme équivalent du terme de gouvernement¹. Depuis le début des années 1990, la gouvernance est un mot à la mode. C'est un terme porteur de plusieurs sens et en constante évolution. Ce mot possède plusieurs acceptions courantes : la première fait référence à la gouvernance des entreprises ou « corporate governance », la seconde à la gouvernance globale, la troisième à la gouvernance nationale et enfin la quatrième à la gouvernance locale. C'est la gouvernance nationale qui nous intéresse spécifiquement dans ce travail.

La notion de gouvernance nationale et l'expression « bonne gouvernance » apparaissent au début des années 1990 dans le vocabulaire des grandes institutions internationales et plus particulièrement de la Banque Mondiale. En 1992, celle-ci définit la gouvernance comme la manière dont le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays. La bonne gouvernance pour la Banque Mondiale, est synonyme d'une gestion saine du développement (The World Bank, 1992). Aujourd'hui ce concept a été repris par les agences de développement, les différentes organisations internationales ou régionales. Chacune a développé sa propre définition de la gouvernance.

Dans la suite de notre travail, nous entendons par gouvernance « les traditions et les institutions par lesquelles l'autorité est exercée dans un pays pour le bien commun. Cela inclut le processus par lequel les gouvernements sont choisis, contrôlés et remplacés, la capacité du gouvernement à élaborer et de mettre en place les politiques judicieuses, ainsi que le respect des citoyens et de l'Etat des institutions gouvernant leurs interactions

¹ Le Robert, Dictionnaire Historique de la Langue française, Paris 1992, opt citée Campbell.

économiques et sociales » (Kaufmann, Kray et Zoido-Lobaton ; 1999). Cette définition recouvre plusieurs aspects de la gouvernance : le caractère démocratique des institutions politiques, l'instabilité politique et la violence, l'efficacité des pouvoirs publics, le poids des réglementations, la primauté du droit, et enfin la lutte contre la corruption. Nous avons préféré cette définition à celle de la Banque Mondiale car elle prend en compte la nature des régimes politiques.

En dépit de son importance, la gouvernance reste un concept évasif sans aucun consensus clair au sujet de ce en quoi elle consiste. La question de la gouvernance rejoint alors celle des institutions et l'analyse de cette première passe nécessairement par l'étude de la question de la capacité des institutions à favoriser la croissance. En effet, aucune distinction claire ne peut être faite entre la notion de gouvernance et les facteurs institutionnels. Les institutions correspondent généralement à un concept plus large qui englobe les contraintes formelles et informelles, les règles et les lois qui ne désignent pas uniquement le fonctionnement de l'Etat mais régissent également ceux des entités privées².

L'intérêt relativement récent pour la gouvernance et ses conséquences économiques a accompagné le besoin d'évaluer ses différentes dimensions. Aujourd'hui mesurer la gouvernance importe tant au point de vue de la politique nationale, que des relations économiques internationales ou encore de la recherche en sciences économiques et politiques.

On distingue différents types d'indicateurs : les données issues d'enquêtes, celles des sondages d'experts et les indicateurs composites. Les données d'enquêtes sont des indicateurs relevant des moyennes nationales des réponses aux questions posées à propos de la gouvernance. Un exemple de ces enquêtes est le *World Business Environment Survey 2000* (WBES). On trouve également les données issues de sondages auprès d'experts qui consistent en des classements généralement produits par des agences de rating, des ONG ou des organisations internationales. Ils sont construits de manière consensuelle à partir des jugements d'individus connaissant relativement bien la réalité du pays qu'ils évaluent. Une agence privée de notation du risque, *The Political Risk Service Group* (PRS), produit une base de données intitulée *research data set*. Elle contient des évaluations annuelles sur la

² World Economic Survey, chapitre V: « Diverging Growth and Development », Nations Unies, Development Policy and Analysis Division.

qualité de la gouvernance pour la période 1984-2006. Celles-ci sont construites à partir des données mensuelles de l'*International Country Risk Guide* (ICRG), l'un des produits du PRS.

Cette base offre des mesures des différents aspects de la gouvernance comme la stabilité politique, les tensions ethniques ou encore les conflits internes. Dans ce travail, on utilisera cinq indicateurs de cette base : la corruption (COR), ordres et lois (LO), la responsabilité démocratique (DA), la qualité bureaucratique (BQ) et la stabilité politique (GS). Les trois premiers indicateurs vont de 0 à 6, le quatrième de 0 à 4 et le dernier va de 0 à 12. Dans tous les cas, les valeurs les plus élevées reflètent de meilleures notes, c'est-à-dire moins de corruption, un système judiciaire plus efficace, une meilleure responsabilité démocratique, une meilleure bureaucratie, et une faible instabilité du gouvernement.

L'indicateur de corruption mesure l'abus de fonctions publiques à des fins personnelles. Des scores faibles indiquent que les hauts fonctionnaires sont très corruptibles et que la corruption est généralisée à l'ensemble de l'administration. L'indicateur de la qualité du système judiciaire reflète la force et l'impartialité du système judiciaire ainsi que l'observance de la loi. L'indicateur de la responsabilité démocratique reflète la capacité du gouvernement à installer une société démocratique. L'indicateur de la qualité de la bureaucratie mesure à la fois l'indépendance et l'autonomie de l'administration vis-à-vis du pouvoir politique et des changements de pouvoir exécutif, ainsi que les incitations que les fonctionnaires ont à travailler au travers des mécanismes de recrutement et de promotion. Enfin, l'indicateur de la stabilité politique reflète la violence politique et l'instabilité dans le pays.

Les indicateurs composites sont généralement ceux de la Banque Mondiale et *Transparency International*. Depuis 1995, *Transparency International*, produit annuellement un indicateur de perception de la corruption. La Banque Mondiale fournit une base de données nommée *World Wide Governance Research Indicators*, appelée également par le nom des ses auteurs Kauffman, Kraay et Mastruzzi (2006). Cette base est constituée de six indicateurs de gouvernance, obtenus pour 213 pays et territoires autonomes, à six dates différentes : 1996, 1998, 2000, 2002, 2004 et 2005. La diversité des indicateurs s'explique par le caractère complexe et multidimensionnel de la gouvernance. Ces six indicateurs qui seront utilisés dans ce travail sont les suivants :

- le contrôle de la corruption (CC) : cet indicateur mesure l'usage des prérogatives du pouvoir à des fins personnelles en particulier l'enrichissement des individus disposant d'une position de pouvoir.

- L'efficacité de l'action publique (GE) : il s'agit d'une mesure de la compétence de la bureaucratie publique et de la qualité des services publique ;
- La stabilité politique (PS) : cet indicateur mesure la probabilité des changements violents de régime ou de gouvernement, ainsi que des menaces graves à l'ordre public, y compris le terrorisme.
- La qualité des procédures légales (RL) : cet indicateur mesure la qualité du respect des contrats légaux par le système judiciaire, en tenant compte du recours à la violence privée et à sa répression.
- La qualité de la réglementation (RQ) : cet indicateur mesure les entraves réglementaires aux fonctionnements des marchés.
- Les capacités revendicatives et d'expression (« Voice and Accountability » ou encore VA) : cet indicateur mesure les droits politiques et individuels dont jouissent les citoyens.

Ces indicateurs sont qualifiés de composites ou d'agrégés car ils sont élaborés à partir des résultats d'enquêtes et de rating d'experts portant sur la corruption et les autres aspects de la gouvernance.

Gouvernance et croissance économique : une revue de la littérature

De nombreux auteurs reconnaissent les bienfaits d'une bonne gouvernance sur les pays en développement. Selon ces auteurs, ce sont de bonnes institutions publiques qui permettent une bonne gouvernance. La question de la gouvernance est alors liée à celle des institutions et l'analyse de cette première passe nécessairement par l'étude de la question de la capacité des institutions à favoriser la croissance³.

Dans ce sens, une large littérature s'est déjà construite pour montrer l'importance des institutions dans la détermination des performances économiques de long terme tant sur le plan théorique que sur le plan empirique. D'une part, on retrouve les travaux théoriques de la Nouvelle Economie Institutionnelle (NEI) et de la nouvelle théorie de la croissance endogène. D'autre part, on trouve des travaux empiriques sous forme d'études

³ Tout au long de ce travail, les notions de gouvernance et d'institutions seront employées pour dire la même chose.

en coupe transversale de la croissance à travers les pays qui cherchent à établir une relation entre la gouvernance ou encore la qualité des institutions et la croissance économique.

Sur le plan théorique, la NEI ayant comme chef de file, North, montre que des institutions efficaces peuvent faire la différence dans le succès des réformes du marché et affirme même que les institutions constituent un des facteurs déterminants de la croissance économique de long terme. North (1990) définit les institutions comme « les règles du jeu » qui façonnent les comportements humains dans une société. Les institutions ont un rôle très important dans la société car elles déterminent la structure fondamentale des échanges humains, qu'elles soient politiques, sociales ou économiques.

Un Etat doté d'un système judiciaire et de droits de propriété efficaces est un Etat qui crée un environnement fortement favorable à l'accumulation du capital et à la croissance. Alors que des institutions déficientes créent un marché pour des activités non productives comme la recherche de rente ou encore la corruption et engendrent des coûts de transactions élevés et donc des inefficiences économiques handicapantes. Les institutions agissent ainsi d'une façon directe sur le niveau de l'investissement et par là sur la croissance. Les impacts de la qualité des institutions sur les performances économiques de long terme se propagent par le biais de la compression des coûts de transactions, de limitation des risques et de disparition des rigidités qui altèrent les marchés (Chtourou 2004).

On retrouve aussi les travaux de la théorie de la croissance endogène. Suite aux insuffisances des modèles de croissance exogène à expliquer une croissance stable à l'équilibre, de nouveaux modèles de croissance émergent précisant les conditions nécessaires pour garantir une croissance à long terme, dite croissance *endogène*. La nouvelle théorie de la croissance endogène a été développée par plusieurs économistes tels que Lucas (1988), Romer (1986), McKinnon et Shaw (1973), Barro (1989), Roubini et Sala-I-Martin (1995)...etc. Ces travaux ont largement exploité les données issues de la sphère économique pour tenter de justifier les écarts de croissance entre pays. Cependant, les limites des estimations effectuées, et notamment la nécessité d'ajouter des dummies régionales au sein des modèles pour parvenir à expliquer la variance des observations, ont suggéré l'incomplétude des modèles se limitant aux indicateurs économiques pour expliquer les comportements de croissance.

Cette réflexion a incité les économistes à se tourner vers les variables institutionnelles pour tenter de trouver une justification aux écarts de production entre pays inexplicables par les seules données économiques. Plusieurs facteurs politiques et institutionnels ont alors été mis en avant : la démocratie chez Barro (1996), le respect des droits de propriété chez Clague, Keefer et Olson (1996), l'instabilité politique chez Alesina et Perotti (1994). Rodrik (1999) soutient l'idée selon laquelle une bonne gouvernance serait une condition nécessaire pour le succès des économies de marché. Hall et Jones (1999) montrent que les différences observées dans l'intensité du capital physique ainsi que dans le niveau d'éducation réalisé, expliquent uniquement une petite fraction dans les différences constatées des niveaux d'output par travailleur à travers les pays. Ils montrent alors que ce sont les différences dans l'infrastructure sociale (institutions et politique gouvernementale) à travers les nations qui expliquent les différences constatées dans l'accumulation du capital, le niveau d'éducation réalisé et la productivité, lesquelles expliquent la disparité dans le niveau de revenu et de développement des pays.

Sur le plan empirique, on retrouve une large littérature empirique soulignant l'importance de la gouvernance et des institutions comme facteur déterminant de la croissance et du développement. Cette littérature se manifeste sous forme d'études en coupe transversale de la croissance à travers les pays qui cherchent à établir une corrélation positive entre la qualité de gouvernance et la croissance.

Le revenu par habitant ou encore le taux de croissance est régressé sur plusieurs indicateurs de gouvernance : des indicateurs étroits tels que les libertés civiles, les règles de lois, les droits de propriété, la stabilité politique, et des indicateurs globaux de la gouvernance. D'autres variables sont utilisées dans ces régressions mais qui ne sont pas liées à la gouvernance comme des variables géographiques et historiques.

Kormendi et Meguire (1985), Scully (1988), Grier et Tullock (1989), Barro (1996) et Helliwell (1994) et Isham, Kaufman et Pritchett (1997) montrent tous l'existence d'une corrélation positive entre l'indicateur des libertés civiles comme mesure du cadre institutionnel, et la croissance économique pour la majorité des pays pris dans leur échantillon.

Acemoglu, Johnson et Robinson (2004) ont montré que l'écart de croissance entre les pays riches et les pays pauvres est dû en grande partie à la différence dans la garantie

des droits de propriété dans ces pays. Rodrik, Subramanian et Trebbi (2002), dans leur étude, confirment l'idée selon laquelle la garantie des droits de propriété accélère la croissance.

Barro (1991) et Londregan et Poole (1992) montrent que l'instabilité et les violences politiques engendrent une faible croissance. Alesina et Perotti (1996) et Svensson (1998) constatent un effet négatif de l'instabilité politique sur l'investissement.

On retrouve aussi l'étude de Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004) qui emploient un indicateur des règles et des lois pour montrer que la bonne gouvernance exerce un effet positif sur la croissance. Ils trouvent une forte corrélation positive entre cet indicateur et le niveau du revenu.

Mauro (1995) teste trois indices construits par le Business International (BI) : l'indice de la corruption, l'indice de la qualité bureaucratique et l'indice de la stabilité politique. Il trouve que ces trois indicateurs sont reliés positivement et significativement à la croissance et à l'investissement. Knack et Keefer (1995) utilisent deux indicateurs recueillis dans l'ICRG et le BERI. Ils construisent deux indices pour mesurer la sécurité des contrats et un des droits de propriété et trouvent un effet positif attendu de ces indicateurs sur la croissance. Easterly et Levine (2002) utilisent l'indice global de gouvernance de Kaufmann, Kray, Zoido-Lobation (2002) pour montrer que la gouvernance affecte positivement et significativement la croissance.

On constate alors que la littérature empirique, tant à travers des indicateurs étroits de la gouvernance que des indicateurs globaux, montre bien que la gouvernance a une forte influence sur les niveaux des revenus. Ces études confirment une forte corrélation positive et significative entre la bonne gouvernance et les performances économiques.

Pour cela, on va essayer, dans ce qui suit, de valider ce constat par une analyse empirique en utilisant la méthode des coupes transversales.

Analyse empirique de la relation entre gouvernance et croissance économique

Nous cherchons à ce niveau de l'analyse à étudier l'impact de différentes mesures de la gouvernance sur les performances économiques globales de long terme dans 96 pays. On se basant dans notre étude sur le modèle de croissance de Mankiw et al. (1992), Knight et al.

(1993) et Ghra et Hadjmichael (1996) [Demetriades et Law (2006)]. Notre point de départ est la fonction de production Cobb-Douglas suivante :

$$Y_t = K_t^\alpha H_t^\beta (A_t L_t)^{1-\alpha-\beta} \quad (1)$$

Avec, Y le Produit Intérieur Brut réel, K le stock de capital physique, H le stock de capital humain, L le travail brut, A facteur reflétant le niveau de technologie et d'efficacité dans une économie donnée et t un indice temps.

On suppose que $\alpha + \beta < 1$, c'est-à-dire la recette est supposée décroissante pour tout le capital (capital physique et capital humain).

Le travail brut et le niveau de technologie sont donnés par les fonctions suivantes :

$$L_t = L_0 e^{nt} \quad (2)$$

$$A_t = A_0 e^{gt + p\theta} \quad (3)$$

Avec n le taux de croissance exogène de travail, g le taux de croissance exogène du progrès technologique, p un vecteur des variables Institutionnelles qui peuvent affecter le niveau de technologie et d'efficacité dans une économie donnée et θ un vecteur des coefficients reliant ces variables.

Dans ce modèle, la variable A dépend des améliorations technologiques exogènes, du degré d'ouverture commerciale et du niveau des autres variables. Il est évident que A dans notre étude diffère de celle employée par Mankiw et al (1992). Cette modification est particulièrement appropriée à la validation empirique du lien entre la qualité des Institutions et la croissance économique. Les améliorations technologiques sont encouragées par des institutions efficaces (North 1990) et par un environnement institutionnel sain (Bonne gouvernance) [Banque mondiale].

Dans l'état d'équilibre, le rendement par ouvrier augmente à un taux constant g (la composante exogène du taux de croissance de la variable reflétant le niveau de technologie et d'efficacité d'une économie). Ces résultats peuvent être obtenus directement à partir de la définition de rendement par ouvrier efficace (productivité moyenne du travail) :

$$\frac{Y_t}{A_t L_t} = (k_t)^\alpha \cdot (h_t)^\beta ; \Rightarrow \frac{Y_t}{L_t} = A_t \cdot (k_t)^\alpha \cdot (h_t)^\beta \quad (4)^4$$

$$^4 \frac{Y_t}{A_t L_t} = \frac{K_t^\alpha H_t^\beta (A_t L_t)^{1-\alpha-\beta}}{(A_t L_t)^{1-\alpha+\alpha-\beta+\beta}} ; \frac{Y_t}{A_t L_t} = \left(\frac{K_t}{A_t L_t} \right)^\alpha \left(\frac{H_t}{A_t L_t} \right)^\beta \left(\frac{A_t L_t}{A_t L_t} \right)^{1-\alpha-\beta} = (k_t)^\alpha \cdot (h_t)^\beta$$

$$\Rightarrow \frac{Y_t}{L_t} = A_t \cdot (k_t)^\alpha \cdot (h_t)^\beta$$

$$\text{Soit } y_t^* = \left(\frac{Y_t}{L_t} \right)^*$$

En appliquant le logarithme des deux côtés pour l'équation (4) et pour simplifier le calcul on élimine l'indice temps, nous avons :

$$\text{Ln}\left(\frac{Y}{L}\right)^* = \text{Ln}(A_0) + g.t + \theta.P + \frac{\alpha}{1-\alpha-\beta} \text{Ln}(s_k) + \frac{\beta}{1-\alpha-\beta} \text{Ln}(s_h) - \frac{\alpha+\beta}{1-\alpha-\beta} \text{Ln}(n+g+\delta) \quad (5)^5$$

L'équation (5) détermine le produit par ouvrier à l'état d'équilibre, où on trouve dans cette équation le vecteur p regroupant les variables institutionnelles qui seront définies par suite.

En raison de limitation des données, on peut supposer dans cette étude que s^h et $g.t$ ne changent pas à travers le temps (Demetriades et Law (2006)), alors que s^k et n varient. En effet, $\text{Ln}(A_0)$, $g.t$ et s^h peuvent être regroupés dans une constante α_0 dans l'équation (6). Donc, le produit par ouvrier (appelé aussi productivité moyenne du travail) est donné par :

$$\text{Ln}\left(\frac{Y}{L}\right)^* = \alpha_0 + \theta.P + \frac{\alpha}{1-\alpha-\beta} \text{Ln}(s_k) + \left(-\frac{\alpha+\beta}{1-\alpha-\beta} \right) \text{Ln}(n+g+\delta) \quad (6)$$

Avec P : le vecteur regroupant les variables institutionnelles.

Après simplification de l'équation (6), on obtient une équation d'évaluation pour la relation entre la qualité des institutions et le produit par ouvrier:

$$\text{In}y = \alpha_0 + \alpha_1.\text{INS} + \alpha_2.\text{In}k + \alpha_3.\text{In}(n+g+\delta) \quad (7)$$

Avec, y le Produit Intérieur Brut par ouvrier (PIB/tête) ; INS un vecteur regroupant les variables institutionnelles, k le stock du capital en investissement ou accumulation du capital physique ; n taux de croissance du travail (force de travail) ; g taux de croissance de la technologie ou du progrès technologique et δ taux de dépréciation. g et δ sont supposés constantes à travers le temps et à travers pays et leur somme est égale à 0.05 (Mankiw et al. 1992). α_0 , α_1 , α_2 et α_3 sont des coefficients à estimés.

L'approche économétrique

L'équation (7) fournit la base pour les modèles empiriques qui seront estimés par la méthode en Coupe Transversale.

⁵ A l'équilibre on a $k^* = \left[\frac{s_k^{1-\beta} \cdot s_h^\beta}{\delta + g + n} \right]^{\frac{1}{1-\alpha-\beta}}$; $h^* = \left[\frac{s_h^{1-\alpha} \cdot s_k^\alpha}{\delta + g + n} \right]^{\frac{1}{1-\alpha-\beta}}$

Pour l'approche économétrique l'équation (7) sera modifiée comme suit :

$$y_i = \alpha_0 + \alpha' X_i + \xi_i \quad i = 1, 2, \dots, 96$$

Avec, y le PIB/tête en logarithme, α_0 une constante, $\alpha' = (\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3)$ un vecteur de dimension (3, 1), $X_i = (X_{1,i}; X_{2,i}; X_{3,i})$ le vecteur des variables explicatives, et ξ_i les innovations supposées être indépendamment identiques de moyenne nulle et de variance σ_ξ^2 .

▪ Présentation des variables et leurs sources

Pour la variable endogène, on retient le PIB/tête en logarithme $\ln(y)$. Les variables de base et de contrôle sont respectivement, la force de travail (n), l'accumulation du capital physique en logarithme $\ln(k)$ obtenue par la variable "Formation Brute de Capital Fixe" en logarithme. Les variables institutionnelles sont retenues de deux sources: Kaufmann, Kraay, et Mastruzzi (2006) et l'ICRG (2007). Les indicateurs de gouvernance de Kaufmann retenus sont définis dans la première partie de ce travail et sont respectivement ; l'expression et la responsabilité démocratique (VA), la stabilité politique (PS), l'efficacité de la gouvernance publique (GE), la réglementation administrative (RQ), l'Etat de droit (RL) et enfin le contrôle de corruption (CC). Ensuite on a retenu cinq variables institutionnelles de l'ICRG qui sont : la stabilité du gouvernement (GS), la corruption (COR), ordres et lois (LO), la qualité bureaucratique (BQ) et la responsabilité démocratique (DA).

▪ Résultats des estimations

En utilisant la méthode de coupe transversale sur 96 pays⁶ et en faisant la moyenne pour chaque variable sur la période 1996-2003, on obtient les résultats présentés dans les tableaux ci-dessous.

Pour le premier tableau, il y a une régression en fonction des variables de bases uniquement (Modèle 1 : M1). Pour le reste des régressions, on intègre à chaque fois un des six indicateurs de gouvernance de la base des données de KAUFMANN⁷.

Pour le deuxième tableau et pour chaque régression, on intègre à chaque fois une de cinq variables institutionnelles choisies⁸ de l'ICRG⁹.

⁶ Le choix de 96 pays a été fait selon la disponibilité des données.

⁷ Pour chaque indicateur de gouvernance on fait la moyenne des données disponibles : $1/5 * (\text{Valeur}_{96} + \text{Valeur}_{98} + \text{Valeur}_{2000} + \text{Valeur}_{2002} + \text{Valeur}_{2003})$.

⁸ Le choix de ces variables a été fait pour rester dans le même contexte que les variables de KAUFMANN.

⁹ Pour chaque variable institutionnelle, on fait la moyenne sur la période 1996-2003.

Tableau 1: Variable dépendante : In y (Indicateurs de gouvernance: KAUFMANN)

	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7
Cste	-4.280 (-3.400)	2.790 (2.023)	1.648 (1.237)	3.473 (2.788)	2.617 (2.253)	3.498 (2.902)	2.905 (2.491)
Ln(n + g + δ)	-2.047 (-4.088)	0.065 (0.134)	-0.142 (-0.289)	-0.400 (-0.986)	-0.373 (-0.931)	-0.305 (-0.76)	-0.340 (-0.855)
Lnk	0.324 (8.165)	0.260 (7.961)	0.291 (8.912)	0.171 (5.124)	0.208 (6.717)	0.184 (5.793)	0.205 (6.659)
KAUFMANN							
VA		0.689 (7.444)					
PS			0.633 (6.957)				
GE				0.711 (9.171)			
RQ					0.893 (9.429)		
RL						0.725 (9.617)	
CC							0.648 (9.603)
<i>N. Obs</i>	96	96	96	96	96	96	96
<i>R²</i>	0.597	0.748	0.736	0.789	0.795	0.799	0.799

Tableau 2: Variable dépendante : In y (Qualité des institutions: ICRG)

	M8	M9	M 10	M 11	M 12
Cste	-5.338 (-3.557)	-1.521 (-1.334)	-2.110 (-1.660)	1.726 (1.476)	-1.873 (-1.42)
Ln(n + g + δ)	-2.085 (-4.172)	-0.850 (-1.850)	-1.285 (-2.591)	-0.844 (-2.116)	-1.052 (-2.00)
Lnk	0.313 (7.743)	0.287 (8.492)	0.269 (6.943)	0.135 (3.674)	0.292 (7.761)
ICRG					
GS	0.130 (1.285)				
COR		-0.421 (-6.366)			
LO			0.276 (4.183)		
BQ				0.656 (8.641)	
DA					0.243 (4.031)
<i>N. Obs</i>	96	96	96	96	96
<i>R²</i>	0.604	0.720	0.661	0.777	0.658

Les résultats ci-dessus sont importants puisqu'ils viennent confirmer l'existence d'une relation étroite entre la qualité de la gouvernance et la croissance économique. On constate que lorsque l'on ajoute les variables de gouvernance de Kaufmann, le R^2 passe de 0,597 à 0,748 % avec l'introduction de l'indicateur d'expression et la responsabilité démocratique (VA), à 0,736% avec l'indicateur de la stabilité politique (PS), à 0,789% avec l'indicateur de l'efficacité de la gouvernance publique (GE), à 0,795% avec l'indicateur de la réglementation administrative (RQ), à 0,799% avec l'indicateur de l'Etat de droit (RL) et enfin à 0,799 % le contrôle de corruption (CC). Les coefficients estimés correspondant sont positifs et statistiquement significatifs. Les plus significatifs sont respectivement la qualité de la réglementation administrative (RQ), l'Etat de droit (RL), l'efficacité de la gouvernance publique (GE), l'expression et la responsabilité démocratique (VA), le contrôle de corruption (CC) et enfin la stabilité politique (PS).

Ces résultats viennent corroborer celles obtenus par Kaufmann et al (1999) et Knack et Keefer (1995) qui montrent que les indicateurs de gouvernance constituent des éléments pertinents de la croissance économique de long terme.

Pour les indicateurs de l'ICRG, on constate également que lorsque l'on ajoute les variables institutionnelles, le R^2 passe de 0,597 à 0,604% avec l'introduction de l'indicateur de la stabilité du gouvernement (GS), à 0,720 % avec l'indicateur de la corruption (COR), à 0,661% avec l'indicateur des ordres et lois (LO), à 0,777% avec l'indicateur de la qualité bureaucratique (BQ) et enfin à 0,658 avec l'indicateur de la responsabilité démocratique (DA). Tous ces indicateurs présentent des signes positifs et de signe attendus sauf l'indicateur de la stabilité du gouvernement qui n'est pas significatif.

On peut constater que ces résultats empiriques pour l'ensemble des 96 pays viennent confirmer ceux obtenus par plusieurs auteurs comme Barro (1991) et Londregan et Poole (1992) pour la stabilité politique, Mauro (1995) pour la corruption et Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004) pour l'indicateur des règles et des lois.

Cela permet de conclure que les déterminants d'une bonne gouvernance, la capacité de l'Etat à gérer efficacement les ressources et à formuler et mettre en œuvre des politiques et des régulations de qualité expliquent en grande partie les performances économiques de long terme des nations.

Conclusion

Dans ce travail sur la relation entre la gouvernance et la croissance économique, nous avons montré dans un premier temps que la gouvernance est un concept qui ne possède pas un consensus clair en ce quoi elle consiste et qu'elle est une notion difficile à définir et à mesurer. Dans un deuxième temps, nous avons montré à travers la littérature existante que la bonne gouvernance se présente, ces dernières années, comme un élément très important dans la détermination des performances économiques de long terme. Nous avons montré à travers la littérature existante que les éléments d'une bonne gouvernance offre un environnement favorable à l'accumulation du capital et par suite à la croissance économique. Cela a été confirmé dans notre étude empirique qui nous a permis de montrer l'existence d'un lien étroit entre la qualité de la gouvernance et la croissance économique pour 96 pays entre 1996 et 2003. Nos principaux résultats empiriques suggèrent que la qualité de la gouvernance, sous ses différents aspects, se présente comme un facteur pertinent pour la croissance économique.

Une limite qu'on peut reprocher à notre travail est l'emploi des indicateurs de gouvernance sans la prise en compte de leurs limites. En effet, les indicateurs de gouvernance sont basés sur des perceptions et déterminés par des opinions subjectives. De plus, l'absence d'un cadre conceptuel sous-jacent ou de théorie de la gouvernance pour identifier les causes des résultats de la gouvernance reflétés dans les indicateurs, manque de clarté autour des raisons pour lesquelles tel pays obtient tel résultat pour tel indicateur. Il est donc paradoxal que les bailleurs et les investisseurs jugent et parfois punissent les pays en développement pour une absence perçue de gouvernance transparente sur la base d'indicateurs aussi complexes.

Bibliographie

- Acemoglu D., Johnson S. & Robinson J., “Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth”, *NBER Working Paper 10481* (2004).
- AL-Marhubi F., “The Determinants of Governance: A Cross-Country Analysis», *Contemporary Economic Policy*, 2:3 (2004), 394-406.
- Alesina A. & Perotti R., “Political Instability and Economic growth”, *Journal of Economic Growth*, (1996).
- Arndt C. & Oman C. “ Les indicateurs de gouvernance: Usages et Abus”, *Centre de développement de l'organisation de coopération et de développement économique*, OCDE (2006).
- Aron J., “Growth and Institutions: A Review of the Evidence”, *The World Bank Research Observer*, 15:1 (2000), 99-135.
- Barro R., “Economic Growth in a Cross-Section of Countries”, *Quarterly Journal of Economics* 106 (1991), 407-443.
- Barro R., “Democracy and Growth”, *Journal of Economic Growth*, 1:1 (1996), 1-27.
- Barro R., “Determinants of Economic Growth, A Cross Country Empirical Study”, *MIT Press, Cambridge, MA*(1997).
- Cannet R., “Qu'est ce que la gouvernance?”, *Conférence prononcée dans le cadre du Séminaire : Les nouveaux modes de gouvernance et la place de la société civile, organisé par le Service aux collectivités de l'UQAM, Montréal, Ecomusée du fier monde*(2004).
- Chtourou N & Feki R., “Analyse de la Gouvernance et de son impact sur la Croissance : Cas des Pays Partenaires de la Méditerranée”. *A paraître dans la Revue Canadienne d'Etudes du Développement, Université d'Ottawa, Canada*(2004).
- Clague C., Keefer P., Knack S & Olson M., “Contract-Intensive Money: Contrast Enforcement, Property Rights, and Economic Performance », *Journal of Economic Growth*, 4(2) (1996).
- Demetriades, P. & Law S. H., (2006) “Finance, institutions and economic development ’’ *International Journal of Finance & Economics*, 11:3 (2006), 245–260.
- Easterly W. & Levine R., “Tropics, Germs, and Crops: How Endowments Affect Economic Development”, *NBER Working Paper 9106, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass* (2002).
- Grier K-B & Tullock G (1998) “An Empirical Analysis of Cross-National Economic Growth, 1951-80”, *Journal of Monetary Economics*, vol. 24, 259-76.
- Hall R E & Jones CH I (1999), “Why do some countries produce some much more output per worker than others?”, *The Quarterly Journal of Economics*, Février 1999.
- Helliwell J., “Empirical Linkages Between Democracy and Economic Growth», *British Journal of Political Science*, 24 (1994), 225-248.
- Hewitt de Alcantara, “Du bon usage du concept de gouvernance”, *Revue internationale des sciences sociales (RISS)* 155(1998).
- Isham, J, Kaufmann D & Lant P., “Civil liberties, democracy, and the performance of government projects», *World Bank Economic Review*, 11:2 (1997), 219-242.
- Jutting J. (2003), “Institutions and Development: A Critical Review”, *Working Papers N°210, OECD Development Center* (2003).
- Kaufmann D. & Kraay A., “Aggregation Governance Indicators”, *Policy Research Working Paper 2195, World Bank, Policy Research Department, Washington, D.C.*, (1999).
- Kaufmann D., Kraay A. & Mastruzzi M., “Governance Matters III, Governance Indicators for 1996–2002”, *World Bank, Washington, D.C. Processed* (2004).

- Knack S. & Keefer P., "Institutions and Economic Performance: cross country test using alternative International measures", *Economics and Politics*, 7(3) (1995), 207–227.
- Knack S., "Governance and Growth: Measurement and Evidence", Forum Series on the Role of Institutions in Promoting Economic Growth, IRIS, Washington, D.C. (2002).
- Kormendi, R.C., and P.G. Meguire, "Macroeconomic Determinants of Growth: Cross-Country evidence," *Journal of Monetary Economics*, 141-163 (1985).
- Law S. H. & Demetriades P., "Finance, Institutions and Economic Growth", *International Journal of Finance & Economics*, vol. 11(3) (2006), 245-260.
- Londregan J-B & Poole K-T, "The Seizure of Executive Power and Economic Growth: Some Additional Evidence", *Political Economy, Growth and Business Cycles*, Cambridge, Mass: MIT Press (1992).
- Mankiw, N Gregory & Romer, David & Weil, David N., "A Contribution to the Empirics of Economic Growth," *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, 107(2) (1992), 407-37.
- Mauro P., "Corruption and Growth", *Quarterly Journal of Economics* 11(3) (1995).
- Mauro P., "The Effects of Corruption on Growth Investment and Expenditure: A Cross-Country Analysis", in Kimberly Ann Elliot, *Corruption and the Global Economy*, Washington DC, Institute for International Economics (1995).
- North D., "Institution, Institutional Change, and Economic performance", Cambridge, UK: Cambridge University Press (1999).
- Rodrik D., "Institutions for High-Quality Growth: What They Are and How to Acquire them", *Harvard University, Paper prepared for the International Monetary Fund Conference on Second-Generation Reforms*, Washington, DC (1999).
- Rodrik D., Subramanian A. & Trebbi F., "Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development", *NBER Working Paper 9305*. National Bureau of Economic Research, Cambridge, Mass (2002).
- Scully G., "The Institutional Framework and Economic Development", *Journal of Political Economy* (1988).
- Svensson J., "Investment, Property Rights and Political Instability- Theory and Evidence", *European Economic Review* (1998).
- Tanzi V., "The role of The State and The Quality of The Public Sector", *IMF Working Paper/00/36* (2000).
- Wei S-J, "How Taxing is Corruption on International Investors?", *Review of Economics and Statistics* (2000).
- World Bank, *World Development Report (2002): Building Institutions for Markets*. New York: Oxford University Press.
- World Economic Survey, "Diverging Growth and development", *Nation Unis, Development Policy and Analysis Division* (2006).

Annexe 1:

Liste des pays de l'échantillon

Albania	Guinea	Peru
Algeria	Guinea-Bissau	Philippines
Argentina	Haiti	Poland
Australia	Honduras	Portugal
Austria	Hungary	Romania
Bangladesh	Iceland	Russian Federation
Belgium	India	Saudi Arabia
Botswana	Indonesia	Senegal
Brazil	Iran, Islamic Rep.	Sierra Leone
Bulgaria	Ireland	Singapore
Burkina Faso	Israel	Slovak Republic
Cameroon	Italy	South Africa
Canada	Jamaica	Spain
Chile	Japan	Sri Lanka
China	Jordan	Sudan
Colombia	Kenya	Sweden
Costa Rica	Lebanon	Switzerland
Czech Republic	Luxembourg	Syrian Arab Republic
Denmark	Madagascar	Tanzania
Dominican Republic	Malawi	Thailand
Ecuador	Malaysia	Togo
Egypt. Arab Rep.	Mali	Trinidad and Tobago
El Salvador	Mexico	Tunisia
Ethiopia	Morocco	Turkey
Finland	Mozambique	Uganda
France	Namibia	United Kingdom
Gabon	Netherlands	United States
Gambia. The	Nicaragua	Uruguay
Germany	Norway	Venezuela, RB
Ghana	Pakistan	Vietnam
Greece	Panama	Yemen, Rep.
Guatemala	Paraguay	Zambia

Annexe 2:

Variables et sources

Variables	Notations	Sources
Variable dépendante		
PIB/tête	In Y	WDI, SFI
Variables de base		
Force de travail	LnLF	WDI (2005)
Accumulation de capital physique	InK	WDI (2005)
Variables institutionnelle		
Kaufmann		
*Expression et responsabilité démocratique	VA	D. Kaufmann, A. Kraay, and M. Mastruzzi 2003. (1996-2000)
*Stabilité politique	PS	
*Efficacité de la gouvernance publique	GE	
*Qualité de la réglementation administrative	RQ	
*Etat de droit	RL	
*Controle de corruption	CC	
ICRG		
*Stabilité du gouvernement	GS	www.prsgroup.com/icrg/
*Corruption	COR	
*Ordres et Lois	LO	
*Qualité bureaucratique	BQ	
*Responsabilité Démocratique	DA	